

Le président de la Ceni sollicite un report des élections

RDCongo La campagne électorale a été interrompue à Kinshasa et le principal candidat de l'opposition bloqué en dehors de la capitale.

Avis de tempête à Kinshasa. Malgré les affirmations de Corneille Nangaa, le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) que plus personne ne croyait réellement, un report des élections devrait être annoncé dans les prochaines heures à Kinshasa. Avant de lancer cette annonce, le patron de la Ceni a entrepris de contacter des ambassades occidentales pour obtenir, si pas leur soutien, au moins une attitude conciliante à l'égard de cette demande.

Ce mercredi matin, le patron de la Ceni a d'abord rencontré un de ces diplomates en tête-à-tête pour lui annoncer son projet de report. Dans la foulée, en début d'après-midi, plusieurs ambassadeurs occidentaux se sont réunis avec les représentants de l'Union africaine et des Nations unies pour examiner ce dossier. Aucun élément n'est sorti de cette rencontre.

Parallèlement à cette démarche vers les ambassades occidentales, les autorités de Kinshasa ont annoncé la fin de la campagne électorale dans la capitale dans un courrier signé par le gouverneur de la ville-province daté du 18 décembre sous sa signature mais du 19 décembre dans l'en-tête. André Kimbuta, le gouverneur, justifie sa démarche par les violences qui ont déjà émaillé cette campagne et par le fait que des *"renseignements en notre possession attestent que dans tous les camps politiques des principaux candidats à la présidence de la République, des extrémistes se sont préparés et se préparent à une confrontation de rue dans la ville de Kinshasa lors des activités de la campagne électorale"*.

Le candidat Fayulu interdit de rentrer à Kinshasa

Dans le même temps, un fort déploiement de policiers a bloqué le cortège de Martin Fayulu, le candidat de la plateforme Lamuka, devenu le vrai favori de ce scrutin, à l'entrée

de la province de Kinshasa. Le retour du principal opposant concomitamment aux premiers bruits d'un report fait craindre le pire au pouvoir en place qui, alors qu'il a snobé la main tendue de la communauté internationale pour l'organisation des élections, au nom d'un nationalisme aussi douteux qu'exacerbé, vient aujourd'hui quémander le soutien de ces mêmes parias d'hier pour un report du scrutin.

"Plus de report"

L'opposition comme la société civile ou les évêques congolais ont toujours martelé qu'aucun report n'était envisageable plus de deux ans après les délais constitutionnellement prévus pour le départ de Joseph Kabila, en décembre 2016. *"Ils ont eu amplement le temps de préparer de bonnes élections s'ils l'avaient vraiment voulu. Tant Joseph Kabila que Corneille Nangaa ont encore récemment menti publi-*

quement en affirmant qu'il y aurait des élections 'parfaites' le 23 décembre. Ils n'ont aucune excuse à faire valoir", nous expliquait le week-end dernier Moïse Katumbi, qui poursuivait: *"En cas de demande de report, aussi court soit-il, Kabila et Nangaa devront assumer les conséquences de cette mascarade. Leur seul objectif est de rester au pouvoir, de continuer à voler et à tuer la population congolaise qui aspire au changement."*

À quatre jours du scrutin, la tension était palpable au sein même de la famille présidentielle, certains proches de la présidence continuant à annoncer qu'il n'était pas question d'un report et que la démarche de Nangaa *"devait être personnelle"*.

"Ce qui est certain, nous explique un contractant de la Ceni, c'est que le scrutin n'est

pas prêt. Il reste des tonnes de matériel à transporter et le nombre de machines à voter est insuffisant pour permettre le vote des 40 millions d'inscrits sur tout le territoire." Et l'homme de nous confirmer les calculs réalisés par plusieurs QG de partis politiques. Selon eux, il faudrait en moyenne six minutes par électeur pour émettre ses différents votes en comptant les "petits couacs inévitables". À ce rythme-là, avec les 100 000 machines pendant les 12 heures d'ouverture des bureaux de vote, seuls 15 millions de Congolais pourront voter sur les 40 millions d'inscrits.

Hubert Leclercq

Avec
les machines
à voter,
seuls
15 millions
de Congolais
pourront voter
sur les
40 millions
d'inscrits.